

Un spectaculaire article du Daily Telegraph : L'horrible vérité commence à se faire jour sur les dirigeants européens



The screenshot shows the top section of the Daily Telegraph website. At the top left is the logo 'Telegraph.co.uk' in a large, black, serif font. To its right is a search bar with a 'SEARCH' button. Below the logo is a navigation menu with tabs for 'Home', 'News', 'Sport', 'Finance', 'Lifestyle', 'Comment', 'Travel', 'Culture', and 'Technology'. Underneath this is a secondary menu with 'Companies', 'Comment', 'Personal Finance', 'Economics', 'Markets', 'Your Business', and 'Olympics busin'. Below the navigation is a breadcrumb trail: 'BLOGS HOME » FINANCE » ECONOMICS » AMBROSE EVANS-PRITCHARD'. The main content area features the author's name 'Ambrose Evans-Pritchard' in a large, bold, blue font. To the right of the name is a small, square portrait of the author, a middle-aged man with grey hair. Below the name is a short biography: 'Ambrose Evans-Pritchard has covered world politics and economics for 25 years, based in Europe, the US, and Latin America. He joined the Telegraph in 1991, serving as Washington correspondent and later Europe correspondent in Brussels. He is now International Business Editor in London.' Below the biography is the title of the article: 'The horrible truth starts to dawn on Europe's leaders' in a large, bold, black font.

C'est avec un vif intérêt que j'ai pris connaissance du dernier article du journaliste britannique Ambrose Evans-Pritchard - dans le journal Daily Telegraph du 16 novembre - sur la crise irlandaise et européenne.

Et c'est pourquoi je prends l'initiative de vous en recommander la lecture ci-infra.

D'abord parce que son auteur est l'un des meilleurs journalistes du Royaume-Uni, et sans doute l'un des meilleurs journalistes du monde. Il continue, contre vents et marées, à faire son métier de journaliste, dans le sens le plus noble du terme. C'est-à-dire un métier d'investigation qui se fait un point d'honneur à découvrir la vérité derrière les mensonges officiels de tous les pouvoirs, puis d'en informer fidèlement et sans détours ses concitoyens, fussent-ils « sujets britanniques » dans le cas d'espèce. Pour ceux qui ont déjà vu mes conférences, Ambrose Evans Pritchard est d'ailleurs le journaliste dont je cite l'article du 17 septembre 2000 puisqu'il fut l'un des seuls, sinon le seul, à faire état des documents « Confidentiel Défense » déclassifiés à l'été 2000 par l'administration Clinton. Le journaliste du *Daily Telegraph* est ainsi le seul journaliste à avoir révélé que ces documents prouvaient - de façon on ne peut plus officielle - que la totalité de [la construction européenne a été pilotée en sous-main par les autorités de Washington](#) et leurs relais, tout au long des années 1950 et 1960 (les années après 1970 étant encore couvertes par le Secret Défense).

Ensuite, l'article d'aujourd'hui m'a d'autant plus frappé qu'il m'a semblé, à plusieurs reprises, avoir été écrit par moi-même ou par l'un des adhérents de l'UPR ! Quoi que je n'aie jamais rencontré Ambrose Evans-Prichard et qu'il vive dans un pays et un milieu socioprofessionnel fort différents des miens, ce journaliste talentueux est arrivé, par son travail sans relâche et ses investigations sans complaisance, à des analyses et à des comparaisons qui sont au fond exactement les nôtres. C'est bien la preuve que l'honnêteté intellectuelle et la vérité ne connaissent pas de frontière. Et c'est aussi la preuve, très porteuse d'espoir, qu'à travers toute l'Europe des forces sont en train de se lever pour briser la dictature impitoyable qui s'est mise en place sous couvert de « construction européenne » et pour rendre aux différents peuples d'Europe leur grandeur et leur bonheur, qui ne peuvent bien entendu aller de pair qu'avec leur liberté.

Comme on va le lire, les mots employés par Evans-Pritchard sont d'ailleurs très forts puisqu'il n'hésite pas à qualifier l'Union européenne d'organisation « proto-fasciste ». Et il a raison de le faire. De même qu'il a parfaitement raison de démontrer – dans le cadre étroit d'un article de journal s'entend – le mécanisme absurde de l'euro, qui ne peut conduire qu'à son éclatement et à la destruction de l'Union européenne. Ceux qui ont assisté aux conférences que je fais depuis trois ans, et notamment à ma conférence sur la sortie de l'euro que j'ai faite

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
depuis plusieurs mois, retrouveront des points communs, nombreux et évidents, avec mes propres analyses.

Enfin, qu'il me soit permis ici de dresser un triste constat sur la disparition de la liberté de penser et de publier en France.

Le *Daily Telegraph*, qui est l'un des journaux les plus anciens et les plus sérieux du monde, a fait d'Ambrose Evans Pritchard l'un de ses journalistes vedettes et lui ouvre grand ses colonnes pour publier l'article qu'on va lire. Ce journal et ce journaliste représentent à mes yeux ce qu'a de plus grand le peuple britannique : à savoir un goût inné pour le débat démocratique vrai, envers et contre tout.

Quel serrement de cœur ne m'étreint-il pas quand je pense qu'un tel article, dans un média de tout premier plan et sous la plume d'un journaliste de grand renom, est en revanche tout simplement impossible en France ! Dans le meilleur des cas, les médias français consentent de mauvaise grâce (et avec des arrière pensées calculatrices) à accorder, à dose homéopathique, un « point de vue » mal argumenté et faussement iconoclaste à telle ou telle personnalité politique connue pour son extrémisme ou pour sa complaisance avec les partis en place.

Jamais nos grands médias n'accordent de place à des analyses (et à des grands journalistes) lucides, honnêtes, démocratiques et sereines, donc réellement convaincantes - comme celles d'Ambrose Evans-Pritchard. Le regretté Maurice Allais en savait quelque chose. J'en sais moi aussi quelque chose, et vous avec moi, puisque, nonobstant la mobilisation de tous, nous n'arrivons toujours pas à obtenir un temps d'antenne dans les émissions, pourtant prétendument iconoclastes, de MM. Taddei ou Bourdin par exemple .

Que chacun et chacune d'entre vous médite bien cet état d'asservissement des médias français et le fasse savoir tout autour de lui (ou d'elle). Car c'est là, principalement, que réside désormais le dernier verrou qui maintient les Français dans l'état d'hébétement qui empêche leur libération. Il est de notre devoir, à tous, de diffuser nos analyses, et aussi celles qui vont dans le même sens, comme cet article ci-après que je vous suggère de diffuser largement.

L'article d'Ambrose Evans Pritchard auquel je fais allusion s'intitule *The horrible truth starts to dawn on Europe's leaders* et est disponible librement à la lecture en anglais sur le site Internet du Telegraph, à l'adresse

<http://blogs.telegraph.co.uk/finance/ambroseevans-pritchard/100008667/the-horrible-truth-starts-to-dawn-on-europes-leaders/>

Pour ceux qui ne lisent pas l'anglais, je me suis essayé à une traduction que je vous propose ci-après. Elle ne vaut que ce qu'elle vaut et je ne prétends pas être un interprète hors pair.

J'espère néanmoins que cette lecture vous fortifiera dans la conviction que l'UPR est le seul mouvement politique qui ait une claire conscience des très graves enjeux du moment et qui propose aux Français la voie de sortie la plus sereine et raisonnable qui soit.

Quant à ceux qui nous critiquent, ils feraient bien de faire leur examen de conscience et d'y réfléchir à deux fois. Car le temps risque de venir vite où une sortie, en bon ordre et sans drame, de l'euro et de la funeste utopie européiste leur apparaîtra comme un moindre mal. Espérons qu'il ne sera pas alors trop tard.

L'UPR est le seul mouvement à proposer cette sortie politique et en bon ordre. À défaut d'UPR, il se pourrait bien que tout se termine en cauchemar et dans la rue, comme semble le craindre lui-même le journaliste du Daily Telegraph.

François ASSELINEAU

ARTICLE DU DAILY TELEGRAPH DU 16 NOVEMBRE 2010



The screenshot shows the Telegraph.co.uk website interface. At the top, there is a search bar and a navigation menu with categories like Home, News, Sport, Finance, Lifestyle, Comment, Travel, Culture, and Technology. Below the navigation, there are sub-categories such as Companies, Comment, Personal Finance, Economics, Markets, Your Business, and Olympics busin. The main content area features the author's name, Ambrose Evans-Pritchard, a small portrait photo of him, and a bio: "Ambrose Evans-Pritchard has covered world politics and economics for 25 years, based in Europe, the US, and Latin America. He joined the Telegraph in 1991, serving as Washington correspondent and later Europe correspondent in Brussels. He is now International Business Editor in London." The headline of the article is "The horrible truth starts to dawn on Europe's leaders".

L'HORRIBLE VÉRITÉ COMMENCE À SE FAIRE JOUR SUR LES DIRIGEANTS EUROPÉENS

C'est désormais le projet européen en entier qui risque de se désintégrer, avec des conséquences stratégiques et économiques qui sont très difficiles à prévoir.

Dans un discours prononcé ce matin, le président de l'Union européenne Hermann Van Rompuy (par ailleurs poète et versificateur en japonais et en latin) a mis en garde : si les dirigeants européens ne traitent pas correctement la crise actuelle et laissent la zone euro se fracturer, ils détruiront l'Union européenne elle-même.

« Nous sommes dans une crise de survie. Nous devons tous travailler ensemble pour faire survivre la zone euro, parce que si nous n'arrivons pas à faire survivre la zone euro, nous n'arriverons pas non plus à faire survivre l'Union européenne » a-t-il lancé.

Bien, bien. Quoiqu'il s'agisse d'un thème on ne peut plus familier aux lecteurs du *Daily Telegraph*, cela n'en fait pas moins un choc d'entendre une telle confession, après toutes ces années, dans la bouche même du président de l'Europe.

Il admet que le pari d'avoir lancé une monnaie prématurée et dysfonctionnelle, ne disposant ni d'un Trésor centralisé, ni d'une fusion des dettes nationales, ni d'un gouvernement économique pour la soutenir, - et d'avoir, qui plus est, opéré ce lancement avant que les économies, les systèmes légaux, les pratiques de négociation salariales, la croissance de la productivité, et l'élasticité des économies aux taux d'intérêt, soient parvenus à un degré de convergence suffisant du nord au sud de l'Europe – eh bien ce pari est maintenant susceptible de provoquer un horrible retour de flammes.

Jacques Delors et ses compères fondateurs de l'union économique et monétaire (UEM) avaient pourtant été mis en garde par des économistes de la Commission, au début des années 90, que cette aventure insouciante ne pourrait pas fonctionner et qu'elle mènerait à une crise traumatique. Ils ont écarté les avertissements.

Ils avaient également été prévenus que les unions monétaires n'éliminent nullement les risques : elles ne font que les transformer de risques sur les devises en risques sur les défauts de paiement. C'est pour cette raison qu'il était de la plus haute importance de disposer, dès le début, d'un mécanisme en état de fonctionnement pour résoudre les défauts sur les dettes souveraines ou les coupes obligataires, avec des règles claires pour établir la tarification appropriée à ce type de risque.

Mais non, les maîtres de l'UE n'ont rien voulu entendre. Ils ont considéré qu'il ne pourrait y avoir aucun défaut de paiement, et aucune mesure préparatoire n'a été prise, ni même autorisée, pour traiter une situation pourtant parfaitement prévisible. À leurs yeux, la foi politique seule suffisait.

Les investisseurs qui auraient dû être mieux informés sont tombés directement de plain pied dans le piège, en achetant de la dette souveraine grecque, portugaise et irlandaise à seulement 25-35 points de base au-dessus des

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
Obligations de l'État allemand à 10 ans [Bunds]. Au plus haut du boom, les fonds achetaient des bons espagnols avec un écart d'à peine 4 points de base. Maintenant, nous voyons ce qu'il se produit quand on introduit un tel aléa dans le système, et que vous fermez en outre le thermostat d'alerte.

M. Delors avait raconté à ses collègues que n'importe quelle crise serait une « crise bénéfique », qu'elle permettrait à l'Union européenne de vaincre la résistance au fédéralisme fiscal et d'accumuler ainsi de nouveaux pouvoirs. Le but de l'union économique et monétaire était un but politique et non pas économique, et c'est pourquoi les objections des économistes pouvaient heureusement être passées par pertes et profits. Une fois que la monnaie unique existerait, les États membres de l'Union européenne abandonneraient leur souveraineté nationale pour lui permettre de fonctionner sur la durée. Elle conduirait ainsi inéluctablement au rêve de Jean Monnet d'un véritable État fédéral européen.

Faites donc entrer la crise !

Derrière ce pari, bien sûr, il était fait l'hypothèse que n'importe quelle crise pourrait être contenue à un coût supportable, une fois que les déséquilibres du système « une même taille qui ne convient à personne » typique de l'union monétaire européenne aurait déjà atteint des niveaux catastrophiques, et une fois que les bulles de crédit des pays du sud de l'Europe [baptisés le « Club Med »] et de l'Irlande se seraient effondrées. L'hypothèse était faite aussi que l'Allemagne, les Pays Bas, et la Finlande finiraient - sous l'avalanche des protestations - à se résoudre à payer la facture pour une « Transferunion ». [Union européenne fondée sur le transfert des richesses entre États membres].

Il se pourrait bien que nous soyons amenés à vérifier bientôt si ces deux hypothèses étaient correctes. Loin de lier tous ensemble les pays d'Europe, l'union monétaire mène à l'acrimonie et aux récriminations mutuelles. Nous avons assisté à une première éruption en début d'année, lorsque le vice Premier ministre grec a accusé les Allemands d'avoir volé l'or grec des chambres fortes de sa banque centrale et d'avoir tué 300.000 personnes sous l'Occupation nazie.

La Grèce est maintenant sous protectorat de l'Union européenne, ou plus pudiquement de « Mémoire » puisque c'est ainsi qu'on l'appelle. Ce qui a donné naissance à des attaques terroristes piqûres d'épingle contre quiconque est lié de près ou de loin aux pouvoirs européens. L'Irlande et le Portugal sont un peu plus loin en arrière sur cette route qui conduit à la servitude mais ils sont déjà confrontés à des politiques dictées directement depuis Bruxelles et ils seront bientôt placés à leur tour sous des protectorats formels, et ce dans tous les cas.

L'Espagne a plus ou moins été forcée de réduire les salaires de la fonction publique de 5% pour se conformer aux exigences de l'Union européenne faites en mai. Tous doivent se plier au programme européen d'austérité, sans pouvoir compter sur le soulagement compensateur d'une dévaluation ou d'une politique monétaire plus accommodante.

Si tout cela continue l'année prochaine, avec un chômage à un niveau record de dépression ou même continuant à grimper encore plus haut, il va commencer à devenir important de s'interroger sur qui a la « propriété » politique sur l'ensemble de ces politiques. Est-ce vraiment le fruit d'un consentement pleinement démocratique ? Ou bien ces souffrances sont-elles imposées par des chefs suprêmes étrangers dans un but purement idéologique ? Il ne faut pas beaucoup d'imagination pour prévoir les effets de tout cela sur l'entente en Europe.

Mon opinion personnelle est que l'Union européenne est devenue illégitime lorsqu'elle a refusé d'accepter le rejet de la Constitution européenne par les électeurs français et néerlandais en 2005. Il ne peut y avoir aucune justification pour faire revivre ce texte sous l'appellation de traité de Lisbonne et le faire adopter de force par une procédure parlementaire sans référendums, dans ce qui n'était au fond rien d'autre qu'un putsch autoritaire. (Oui, les parlements nationaux ont eux-mêmes été élus – il n'est pas utile de m'adresser des commentaires indignés pour le souligner -; mais quel fut le motif pour que les gouvernements français et néerlandais refusent à leurs propres peuples de revoter dans ce cas précis ? Les chefs élus peuvent aussi violer la démocratie. Il y avait une fois un caporal autrichien.... mais n'entrons pas là dedans).

L'Irlande était le seul pays obligé par sa Constitution à organiser un référendum. Quand cet électorat seul a également voté Non, l'Union européenne a de nouveau négligé le résultat et a intimidé l'Irlande pour qu'elle vote une deuxième fois afin d'obtenir le « bon vote ».

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~

C'est le comportement d'une organisation proto-Fasciste. Ainsi, si l'Irlande maintenant - par une ironie de l'histoire et au nom de représailles méritées – enclenche la réaction en chaîne qui va détruire la zone euro et l'Union européenne, il sera difficile de résister à la tentation d'ouvrir une bouteille de whiskey de Connemara de bouteille et de savourer le moment. Mais il faudra résister à cette tentation. Car le cataclysme ne sera pas joli.

Ma pensée personnelle, pour tous ces vieux amis qui travaillent toujours pour les institutions de l'Union européenne, est de savoir ce qui va arriver à leurs euro-retraites si ce qu'annonce M. Van Rompuy est exact.

Ambrose EVANS PRITCHARD

Daily Telegraph, le 16 novembre 2010